

## Situation économique et financière du Qatar

Le Qatar est assez fortement touché par la crise. Le PIB en volume s'est ainsi contracté de -3,7% en 2020. La chute brutale du marché des hydrocarbures a grevé les exportations et le budget qatarien en 2020, même si les cours et les volumes se sont redressés à la fin de l'année. Les mesures sanitaires encore en place freinent l'activité intérieure et la crise mondiale pénalise le transport aérien et le tourisme. L'austérité budgétaire qatarienne a permis de contenir le déficit à -1,8% du PIB 2020, une excellente performance, mais celui-ci devrait se creuser à plus de 5% du PIB en 2021.

Un pays particulièrement riche qui devrait encore accroître sa dépendance aux hydrocarbures d'ici 2029

Le Qatar, dont le PIB s'élevait en 2019 à 183 Mds USD, est **un pays très riche avec le 2<sup>ème</sup> PIB / habitant du monde en parité de pouvoir d'achat, évalué par le FMI à 86 941 USD (prix constants) en 2020. L'économie qatarienne est fortement dépendante des hydrocarbures** qui représentaient en effet en 2019, 47% du PIB, 85% des exportations (72 Mds USD dont gaz 71%) et 79% des recettes budgétaires. Peu peuplé<sup>1</sup>, le Qatar est pour autant le 2<sup>ème</sup> producteur d'hydrocarbures du Golfe en tonnes équivalent pétrole, le 4<sup>ème</sup> producteur mondial de gaz naturel et le 1<sup>er</sup> exportateur mondial de GNL. Le Qatar a par ailleurs annoncé en novembre 2019 le doublement des réserves prouvées de gaz naturel (20% des réserves mondiales, pratiquement au même niveau que la Russie). **La sécurité, l'autonomisation et le ruissellement de la rente sont au cœur des priorités.** Si la *Qatar National Vision 2030* vise à la diversification de l'économie, **les investissements massifs programmés<sup>2</sup> renforceront dans un premier temps la dépendance aux hydrocarbures**, au moins jusqu'en 2029. Pour préparer à moyen-terme la transition post-hydrocarbure, le Qatar investit dans les nouvelles technologies et l'économie de la connaissance. **L'État et l'investissement public jouent un rôle central au Qatar.**

Une récession contenue pour 2020, avant un rebond attendu en 2021

**L'année 2019 avait déjà enregistré un recul du PIB de -0,2%**, pénalisée par la concurrence accrue sur le marché du gaz naturel liquéfié (GNL) en fin d'année. Du fait de la crise sanitaire, la croissance du PIB en volume a été négative à -3,7% sur l'ensemble de l'année 2020 en glissement annuel. En nominal<sup>3</sup>, sur la même période, le PIB plonge en fait de -16,8%. **La Banque Mondiale prévoit a contrario une croissance de 3% en 2021 et en 2022.** Le rebond attendu cette année serait le plus élevé de la région. Par ailleurs, le solde courant a été déficitaire à -3,6 Mds USD sur l'année 2020 après avoir enregistré un excédent de 4,2 Mds USD en 2019. La levée du blocus devrait, elle, n'avoir qu'un impact limité sur les perspectives économiques qatariennes. Les institutions financières sont prudentes à ce sujet<sup>4</sup>.

[Ralentissement du segment « hors-hydrocarbures » depuis le début de la crise](#)

**Le segment hors-hydrocarbures, affecté par la baisse des dépenses publiques, s'est contracté à hauteur de -4,6% en 2020. L'impact de ces difficultés sur la croissance a cependant été contenu**, vu la faiblesse de la consommation privée et le développement limité des secteurs les plus affectés (comme le tourisme). Même si le Qatar a mis en place des mesures sanitaires plus restrictives que dans le reste du Golfe, le tissu d'entreprise est moins affecté par la crise.

[Contraction de -2,1% de l'activité « hydrocarbures » en 2020 mais tendance positive début 2021 avec la remontée des cours](#)

<sup>1</sup> Le Qatar compte seulement 2,7 M d'habitants, dont moins de 300 000 Qatariens.

<sup>2</sup> En particulier l'augmentation de 64% des capacités de liquéfaction.

<sup>3</sup> C'est-à-dire en intégrant la baisse du prix des matières premières.

<sup>4</sup> Standard Chartered a rehaussé ses prévisions de croissance pour le Qatar de 2,1% à 3% pour 2021.

**Le début de 2020 avait vu le mouvement de baisse des prix internationaux spot du gaz naturel liquéfié (GNL) entamé en 2019 s'accroître. D'une part, la demande de GNL s'est contractée** pour des raisons autant liées à la crise de la Covid-19 qu'à des conditions climatiques défavorables. **D'autre part, alors que les capacités de stockage étaient saturées, l'offre de GNL a continué d'augmenter** à la suite de la hausse de la production américaine et australienne. **Toutefois, la chute des revenus hydrocarbures en 2020 a été moins sévère au Qatar (-33% par rapport à 2019) que dans le reste du Golfe car les volumes exportés, contrairement aux prix, n'ont pas diminué significativement et ont même progressé pour le GNL (+2,4%).** Le Qatar, essentiellement un exportateur de gaz, n'est pas concerné par les réductions de production décidées en OPEP+, dont il ne fait plus partie depuis 2018. En ce qui concerne les prix, le Qatar exporte environ 75% de son GNL dans le cadre de contrats long-terme indexés sur le prix du pétrole, ce qui a atténué et différé **les effets de la baisse des prix lors du premier semestre**<sup>5</sup>. **Cependant, les prix des marchés spots gaziers se sont fortement ressaisi en ce début d'année 2021**, battant des records historiques à la suite de la reprise chinoise et à un hiver froid en Asie.<sup>6</sup>

La détérioration des comptes public et extérieur fragilise sans compromettre la solvabilité du Qatar qui recourt à l'endettement pour ses besoins de financement

#### [Un déficit budgétaire contenu](#)

**Au niveau budgétaire, si la situation du Qatar est l'une des plus enviables du Golfe, l'exécution du budget 2020 a été affectée par la crise du covid.** Les recettes se sont établies en 2020 soit 19% de moins que celles initialement budgétées, en raison de la chute des revenus hydrocarbures. Au niveau des dépenses, le gouvernement a mis en œuvre un plan de soutien à l'économie à hauteur de 20,6 Mds USD (11% du PIB) qui recouvre essentiellement des mesures monétaires et extrabudgétaires. **En termes budgétaires, cependant, le plan de relance est en réalité plus modeste, de l'ordre de 1 à 2% du PIB** (dépenses de santé par exemple). L'impact des mesures d'austérité mises en œuvre (restrictions salariales, suppressions de poste dans le secteur public et reports *sine die* de plusieurs grands projets considérés comme non prioritaires) est en fait largement supérieur : les dépenses effectivement enregistrées en 2020 sont d'ailleurs 13% inférieures à celles budgétées.

**L'orthodoxie budgétaire limite ainsi le creusement du déficit, qui a atteint -3,2 Mds USD en 2020, soit 1,8% du PIB. Il devrait augmenter en 2021 ; le budget, construit sur l'hypothèse d'un prix du baril à 40 USD, prévoit un déficit de 9,5 Mds USD (-5,2% du PIB).** Un baril à 48 USD ou plus en moyenne pourrait garantir l'équilibre budgétaire. Le niveau d'endettement brut qatarien aurait diminué en 2020 (-4,3% à 105 Mds USD, soit 58% du PIB), en partie grâce au remboursement anticipé de prêts auprès créiteurs qatariens. **S&P, Moody's et Fitch ont maintenu à l'identique leur note souveraine du Qatar** et la perspective associée « stable », soulignant la résilience du Qatar.<sup>7</sup> Au vu des réserves de la Banque centrale, supérieures au niveau observé avant le blocus, la stabilité du taux de change fixe avec le dollar semble par ailleurs assurée.

*Affecté par la baisse des cours du GNL, le Qatar est également pénalisé par le ralentissement global touchant d'autres marchés comme le transport aérien, mais aussi par l'impact de ses propres mesures sanitaires. Toutefois, malgré le cycle défavorable, il dispose des capacités d'investissement ouvrant la voie à un développement conséquent de ses exportations de GNL à partir de 2025*

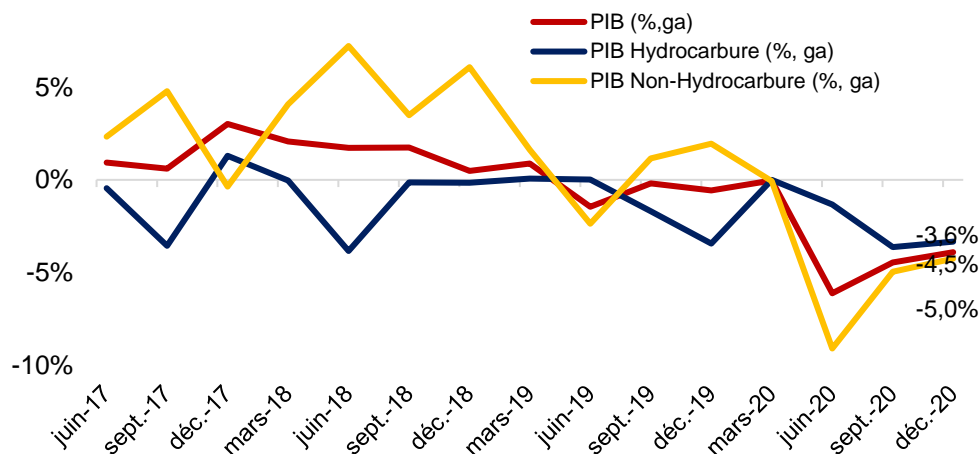
<sup>5</sup> L'excédent dégagé par la balance commerciale s'est établi à 25,6 Mds USD sur l'ensemble de l'année 2020 (-42% en g.a.). Chute des exportations de 30% sur la période, avec une diminution des exportations d'hydrocarbures de 33% (en g.a.).

<sup>6</sup> L'indice de référence sur les marchés japonais et coréens, le prix spot JKM de l'agence Platt, a atteint le 12 janvier le record de 32,4 USD/mBTU contre un plus bas historique à 1,82 USD/mBTU en mai 2020. En pratique, ces prix s'établiraient qui évoluent probablement autour de 15 USD, un montant qui reste bien plus élevé au tarif facturé par les Qatariens dans le cadre de contrats long-terme (6-8 USD/mBTU).

<sup>7</sup> Les agences de notation n'ont pas jugé pertinent de réviser le risque de solvabilité du Qatar suite aux annonces concernant la « réconciliation » du GCC.

## Annexes

### 1. Evolution trimestrielle du PIB au Qatar (% , ga)



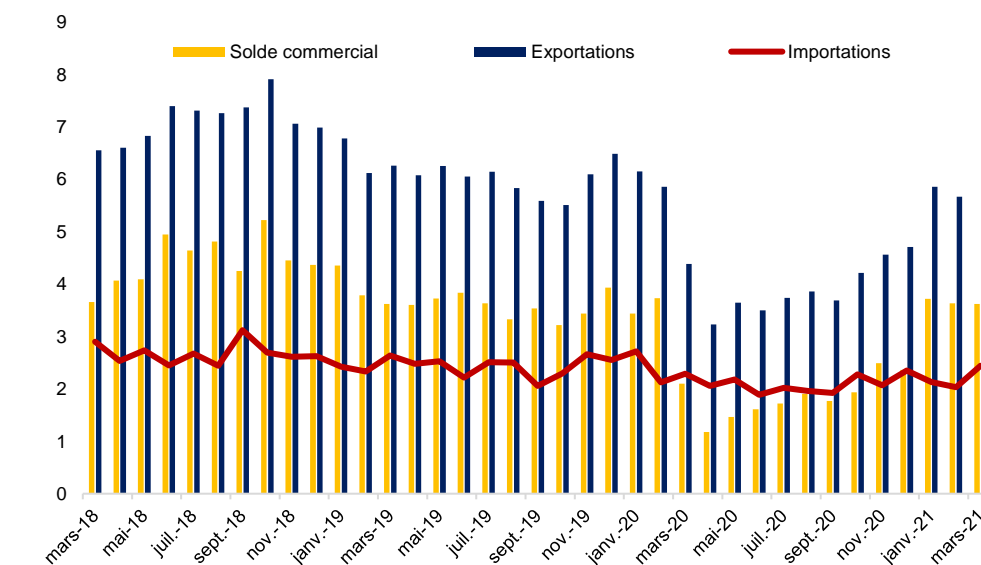
Sources : Planning Statistics Authority (PSA), SE de Doha

### 2. Prévisions des principaux indicateurs macroéconomiques

Prévisions d'avril 2021	Variation % du PIB	Solde budgétaire / PIB (%)	Solde courant / PIB (%)	Dettes publiques / PIB (%)
2020	-2,6	1,3	-3,4	71,8
2021	2,4	1,4	7,1	59,8
2022	3,6	7,3	7,9	53,8

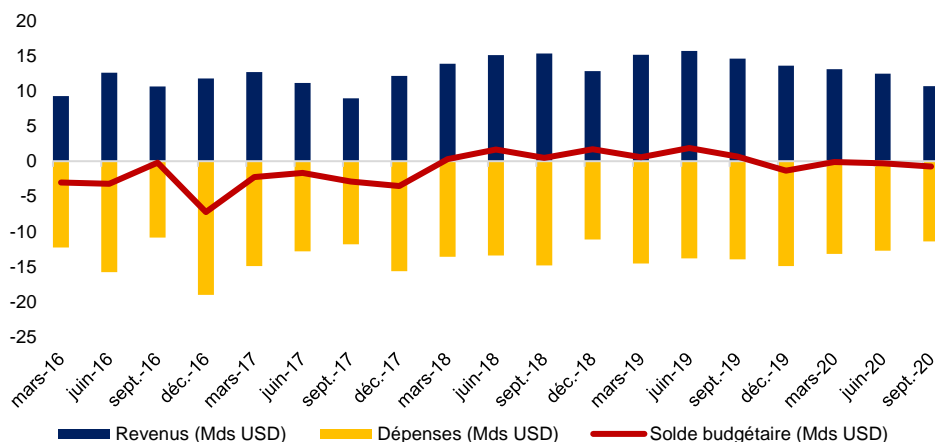
Sources : FMI (avril 2021), SE de Doha

### 3. Le commerce extérieur du Qatar (Md\$)



Sources : PSA, SE de Doha

#### 4. Le solde budgétaire du Qatar (M\$)



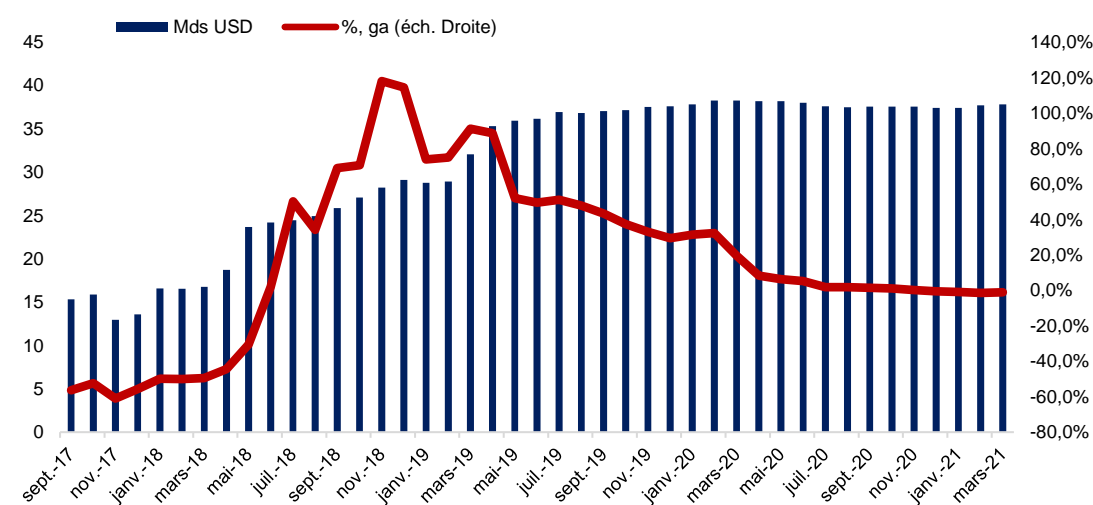
Sources : Banque Centrale du Qatar, SE de Doha

#### 5. Prévisions du fiscal breakeven oil price des pays du CCG (\$/b)

	2020	2021	2022
Arabie Saoudite	77.9	76.2	65.7
Emirats Arabes Unis	68.2	64.6	60.4
<b>Qatar</b>	<b>46.2</b>	<b>43.1</b>	<b>40.4</b>
Koweït	68.1	69.3	64.5
Oman	61.2	65.8	59.4
Bahreïn	83.9	77.6	75.3

Sources : FMI (avril 2021), SE de Doha

#### 6. Les réserves de la Banque Centrale (Md\$)



Sources : Banque Centrale du Qatar, SE de Doha